

BIG BROTHER
IS WATCHING
YOU!

24 heures dans la vie d'un rêveur
Chapitre 2 : un futur angoissant

Par Fabrice Hatem



Comme tous les matins, Paul roula la poubelle jusqu'à l'entrée de son pavillon avant de partir travailler. Sur le seuil il aperçut sa voisine qui était en train s'ouvrir sa boîte aux lettres. C'était une jolie blonde aux yeux noirs, assez bien en chair, qu'il appréciait habituellement pour sa bonne humeur et son humour gouailleur. Mais ce matin-là, elle semblait maussade.

- *Bonjour, ça va ?*
- *Pfff, non ça ne va pas bien, j'ai des ennuis, dit Maryse.*
- *Qu'est-ce qui que passe ?*
- *J'ai reçu mon avis de taxe foncière. Il a pratiquement doublé par rapport à l'année dernière.*
- *Oui, pour nous aussi elle augmenté. Mais quand même pas doublé. !! Comment ça se fait ? vous êtes allée au centre des impôts ?*
- *Le percepteur m'a expliqué qu'avec mes travaux d'agrandissement et le cabanon que j'ai construit dans le jardin, ils avaient réévalué ma côte foncière. En plus les taux ont augmenté sur Bormeilles cette année.*
- *Oh !! La !! La !! C'est vraiment insupportable !!! Ils vont finir par nous lessiver complètement !!*
- *Oui, bientôt, il en restera juste assez pour manger des pommes de terre bouillies.*
- *Mais qu'est-ce qu'on peut faire ? S'il encore n'y avait que les impôts !! Mais on a l'impression d'être de plus en plus contrôlés, surveillés, réglementés !! C'est comme un nœud coulant qui se resserre progressivement sur nos vies !!!*

Cette crainte d'une dérive totalitaire de l'Etat français constituait pour Paul la source d'une angoisse profonde, alimentant non seulement ses conversations quotidiennes mais également ses cauchemars nocturnes. Il s'imaginait déjà ruiné par la spoliation fiscale et bancaire, empêché par des réglementations absurdes de vivre à sa guise, traqué avec une efficacité redoutable par les moyens de contrôle et de surveillance issus des nouvelles technologies. L'actualité quotidienne, avec son lot de nouvelles déprimantes sur une nouvelle augmentation d'impôt, sur la suppression programmée de l'argent liquide, sur l'accroissement des moyens d'investigation de la police, sur l'installation de nouveaux dispositifs de surveillance vidéo, ou encore sur la mise en place d'une nouvelle interdiction absurde et intrusive comme celle de donner la fessée à ses enfants, venaient constamment alimenter sa douloureuse paranoïa.

La hausse continue des impôts et prélèvements de toutes sortes constituait sans doute le principal élément déclencheur de cette situation de stress quasi-permanente. En moins de quarante ans, de 1978 à 2018, le poids des prélèvements obligatoires en France avait bondi de 10 points, passant de 37 % à 47 du PIB – soit une augmentation de près du tiers de la fiscalité pesant sur chaque contribuable.

Toutes les raisons semblaient bonnes pour alimenter cette frénésie dévorante. Il fallait mettre en place de nouvelles formes d'intervention publique et renforcer celles déjà existantes pour remédier aux maux de la société. Il fallait favoriser la redistribution entre les riches et les pauvres par la progressivité fiscale. Il fallait financer les nouvelles ambitions des collectivités locales nées des lois de décentralisation. Plus profondément, il semblait que la classe dirigeante du pays, tous partis confondus, n'ait à la bouche qu'une seule solution pour affronter les problèmes de la société : toujours plus d'Etat, toujours plus de collectivités locales, et partant toujours plus de dépenses publiques et donc d'impôts – ou bien de déficits, c'est-à-dire d'impôts différés. C'était là une taxe sur l'électricité pour financer les énergies renouvelables au nom de l'écologie, ici une augmentation de CSG sur les revenus locatifs au nom de la priorité donnée au travail par rapport à la rente ; c'était un impôt sur le diesel au nom de la transition énergétique ; c'était un alourdissement de la fiscalité sur les revenus moyens et élevés au nom de la solidarité ; c'était une hausse des taxes locales pour permettre aux maires de lancer quelques projets d'aménagement supplémentaires leur tenant à coeur...

En conséquence, Paul, qui bénéficiait d'un salaire relativement convenable de cadre et était propriétaire – à crédit – de sa maison, et était de ce fait classé comme « ménage aisé » dans la novlangue de l'Etat-spoliateur (auto-désigné sous le nom d'Etat-Providence), était redevable de toute une série de taxes et prélèvements aux taux les plus élevés, tout se voyant dans le même temps privé d'une longue liste d'aides réservées aux ménages les plus démunis. Les impôts pesant tant sur son épargne financière que sur ses biens immobiliers faisaient que la valeur de son patrimoine avait tendance à stagner voire à décroître, le supplément annuel de valeur étant impitoyablement dévoré par des prélèvements de toutes sortes.

Pour Paul, l'effet de cette hausse continue de la pression fiscale n'était pas tant financière que psychologique. En effet, même si son revenu net s'en trouvait légèrement écorné, il lui en restait cependant assez pour vivre confortablement, sans se priver de rien. Par contre, l'arrivée continuelle d'avis d'imposition en augmentation constante, les articles de presse et autres informations télévisées faisant état des foisonnants projets du gouvernement pour les accroître encore davantage, l'annonce concomitante d'une nouvelle suppression d'aide à laquelle il avait eu droit jusque-là, ou d'une nouvelle diminution de remboursement ou de pension pour les ménages dits « aisés », avaient sur lui un effet terriblement démoralisant : il avait vraiment le sentiment d'être le dindon de la farce, la victime désignée d'une opération de spoliation. Quand il voyait sa feuille de paye, amputée de plus deux-tiers par des dizaines de prélèvements divers – jusqu'à ce que son salaire net d'impôts ne représente qu'un peu moins de 30 % de ce qu'il coûtait à son employeur – c'étaient vraiment des bouffées mêlées d'agressivité et de découragement qu'il sentait monter en lui. Et il voyait poindre à l'horizon la sinistre perspective d'un déclassement social, lorsque ses revenus et son patrimoine de petit cadre supérieur auraient été suffisamment amputés pour le réduire au rang des cadres moyens ou des employés - alors même que le sentiment d'appartenance à une catégorie sociale plus élevée constituait pour lui un motif de fierté et l'un des principaux moteurs de sa motivation professionnelle.

Le sentiment de rage et de révolte qu'il en concevait était encore accru par plusieurs facteurs supplémentaires.

Tout d'abord, personne ne pensait à même le remercier, ne serait-ce que de manière totalement formelle, pour l'effort énorme qu'il consacrait, par prélèvement fiscal interposé, au bénéfice de la

collectivité. Au moins, quand il donnait de l'argent à un clochard dans la rue, il avait droit à un « merci ». Mais là, rien. Pas un mot, pas une marque de reconnaissance. Il devait payer des sommes énormes, à date fixe, faute de que quoi c'était une lettre de rappel en recommandé assortie de toutes sortes de menaces de pénalités de retard. Et quand il ouvrait un journal, c'était pour lire régulièrement que la fiscalité n'était pas assez redistributive, qu'il fallait taxer davantage encore les revenus aisés et les patrimoines – bref que beaucoup de gens semblaient penser qu'il ne payait pas encore assez d'impôts. Mais enfin, cet argent, il ne l'avait pas volé, tout de même !! C'était le produit de ses études, de ses compétences accumulées, de son travail et de ses efforts – et, pour la partie hérité de son patrimoine, celui des efforts passés de ses parents. Et il trouvait particulièrement injuste et mal venue cette logorrhée égalitariste, qui, sous prétexte de redistribution, revenait à le spolier du fruit de son labeur. Qui plus est, en l'assimilant à un « riche », alors qu'il n'était qu'un salarié bien payé qui avait réussi dans sa carrière parce qu'il avait cru à l'éthique du travail.

Ensuite, il avait le sentiment très net d'être l'objet d'une tentative de désinformation et de tromperie concernant la hausse de la pression fiscale et des prélèvements de toutes natures. En effet, il lisait constamment dans la presse toutes sortes de déclarations officielles évoquant une hypothétique baisse de la pression fiscale. Or, il ne percevait rien de tel dans son vécu quotidien où les impôts, eux, continuaient bel et bien d'augmenter, sous une forme ou sous une autre. A y regarder de près, il s'apercevait qu'en fait toutes les baisses d'impôts annoncées à grands fracas de conférences de presse étaient subordonnées à des conditions de ressources qui conduisaient ipso facto, non seulement à l'exclure, mais aussi, par la même occasion, à réduire la distance qui séparait son revenu net de celui d'un smicard. A cela s'ajoutaient aussi une pluie continue d'amendes nouvelles, liées à la criminalisation d'activités autrefois licites ou tolérées, et qui présentaient pour les gouvernements l'avantage de ne pas être classés dans la catégorie des prélèvements obligatoires, mais des punitions légitimées par la volonté affichée de rendre la population plus vertueuse, plus respectueuse de l'environnement, du code de la route, du droit des minorités, de l'égalité entre les sexes... La liste s'allongeait ainsi chaque jour un peu plus des interdictions arbitraires, aux justifications morales hautement affichées, mais n'ayant in fine, semblait-il, pour objectif réel que de faire rentrer davantage d'argent dans les caisses publiques. Ce langage mensonger et hypocrite renforçait encore la défiance et la révolte de Paul vis-à-vis de ce qu'il considérait désormais comme un système injuste et spoliateur.

Si au moins ces sommes colossales avaient été bien gérées !! Mais, non, elles étaient dépensées dans des projets aussi mal conçus qu'ambitieux, et qui échouaient régulièrement à atteindre des objectifs qui leur avaient été initialement fixés sans qu'aucune évaluation sérieuse ne vienne mettre un frein à ce gaspillage. C'étaient des politiques soi-disant culturelles qui ne profitaient en rien aux populations auxquelles elles étaient censées être destinées, mais qui par contre offraient de confortables rentes de situation à ceux qui étaient chargés de la mettre en œuvre ; c'étaient des éoliennes qui défiguraient les paysages pour des coûts prohibitifs sans produire l'électricité nécessaire au remplacement des centrales nucléaires fermées pour satisfaire le dogmatisme ignare des écologistes. C'étaient des aides sociales aux personnes sans emploi qui ne faisaient qu'enfermer celles-ci dans l'impasse du désœuvrement. C'étaient des dizaines de petits hôpitaux et de petites universités de province sans moyens que l'on n'osait pas fermer de peur de déplaire au maire de la ville où elles vivaient. C'étaient des pistes cyclables sans cyclistes et des politiques d'égalité homme-femme qui servaient surtout de cache-misère à l'explosion de la pauvreté et de la marginalité sociale – tous sexes confondus. Des centaines de milliards d'euros ainsi dépensés en pure perte, sur la base de lubies politiques, et qui

auraient sans doute été bien mieux utilisés par les gens eux-mêmes si le fisc ne les avait pas spoliés sous prétexte d'égalité ou de solidarité.

Comble du comble, les dépenses atteignaient de tels niveaux qu'elles dépassaient de très loin le montant des recettes, pourtant gonflées par des prélèvements fiscaux prohibitifs. Jamais économiste d'un mensonge ou d'une déformation tendancieuse des faits, les gestionnaires des comptes publics aimaient à nous répéter que ce déficit représentait bon an, mal an, 3 % du PIB. Montant apparemment bénin donc, mais qui le devenait beaucoup moins si l'on considérait qu'il équivalait en fait à des niveaux de dépenses publiques supérieures de 20 % environ aux recettes – soit un déficit abyssal, qu'aucune entreprise ou aucun particulier n'auraient supporté plus de deux ans d'affilés, et qui conduisait inéluctablement le pays à une faillite certaine, à travers le surendettement de son Etat. Et la faillite souveraine, cela signifiait purement et simplement, pour Paul, la disparition de ses économies (déjà depuis longtemps réorientées par les banques dans le financement des Etats déficitaires), la perte de son emploi ou de sa retraite... Bref, non seulement il devait payer beaucoup d'impôts, non seulement il était constamment menacé d'en payer davantage, non seulement l'argent ainsi extorqué était gaspillé en dépenses inutiles, mais en plus ce n'était pas la fin de l'histoire, car son propre patrimoine -, et, tout simplement, son avenir -, étaient menacés par la perspective d'une faillite d'Etat...

Et encore, s'il ne s'était agi que d'une affaire d'argent ! Etre ruiné, et alors, la belle affaire !!! Paul aurait toujours bien pu trouver une petite bicoque dans un coin perdu, où il aurait vécu de son jardin potager, en passant quelques soirées amicales avec ses voisins et en donnant enfin vie au roman qu'il rêvait d'écrire depuis des années !!! Mais cette prise de contrôle abusive de la vie des gens par un Etat autrefois protecteur, et désormais transformé en Moloch prédateur, n'était pas seulement financière. En voulant, de plus en plus, de mêler de tout – de solidarité, d'égalité entre les sexes, de lutte contre les discriminations, de protection de l'environnement, de lutte contre le terrorisme - , les politiques avaient ouvert une véritable boîte de Pandore qui justifiaient l'intrusion de l'Etat, de la loi, et de la police censée la faire appliquer dans les domaines relevant de la vie privée et du libre choix des personnes.

Par exemple, au nom de la protection de l'environnement, l'Etat s'attaquait de plus en plus violemment à la libre-circulation automobile, en multipliant règle, taxes et interdictions ; au nom de de l'égalité homme-femme, il s'introduisait dans les rapports amoureux, en pénalisant le recours à la prostitution ou en prétendant réprimer le harcèlement de rue ; au nom de la lutte contre le terrorisme, il autorisait la police à perquisitionner chez les gens sans commission rogatoire délivrée par le juge ou à espionner les réseaux sociaux ; au nom de la sécurité publique, il mettait en place des systèmes de vidéo-surveillance et de reconnaissance faciale qui permettaient de suivre à la trace les gens dans la rue et de savoir à chaque instant où ils se trouvaient ; au nom de la lutte contre les fake news, il introduisait de nouvelles formes de censure sur les medias.

Bref, sous toutes sortes de prétextes, c'était une régression insidieuse mais massive des libertés qui se mettait en place, par petites touches, sous les yeux atterrés de Paul. Et tout cela, sous le paravent idéologique d'un Etat supposément plus clairvoyant que les individus qu'il n'est pourtant en principe censé que servir et qu'il était trop souvent, désormais, tenté de supplanter ou d'orienter dans leurs choix les plus personnels et les plus intimes. C'était une sorte de « totalitarisme soft » qui était ainsi en train de s'instaurer. Un totalitarisme sans camps de concentration, sans terreur de masse, sans

prisonniers politiques torturés, mais un totalitarisme quand même, au sens étymologique du terme : une société ou l'Etat prétendait avoir réponse à tout, s'occuper de tout, tout réglementer et tout contrôler.

Et le pire, sans doute, c'est qu'il disposait désormais pour le faire de moyens de surveillance et de contrôle d'une efficacité inégalée dans l'histoire humaine. C'était le stockage et l'analyse informatique de masse des informations disponibles sur chaque individu ; c'étaient les outils de surveillance de l'espace public, caméras vidéos, logiciels de reconnaissance faciale et autres bornage des téléphones portables ; c'était la collecte, sur les réseaux sociaux, de masses considérables d'informations sur les habitudes et les opinions des individus ; c'était la disparition possible de l'argent liquide, qui permettrait de tracer en permanence les revenus et les dépenses des gens, et à travers eux le détail de leur vie. Il était donc possible à la police, donc à l'Etat qu'elle servait, de savoir pratiquement en temps réel ce que faisait chacun, ce qu'il possédait, ce qu'il pensait, ce qu'il gagnait et ce qu'il faisait de son argent, où il se trouvait et avec qui, pour faire quoi...

Bref, avec ces nouvelles technologies de surveillance et de fichage, la vision cauchemardesque de Georges Orwell, celle du Big Brother omniscient et omnipotent, était insidieusement en train de devenir réalité. Et la puissance de ces technologies, leur capacité invasive, constituaient en eux-mêmes une terrible tentation pour des dirigeants de s'affranchir des vieux principes de libertés publiques qui auraient pu et dû en réfréner l'utilisation : pourquoi, en effet, se priver de moyens aussi efficace s'ils permettaient de réduire de manière inespérée la délinquance de rue, le risque terroriste ou la fraude fiscale ? Que valaient au regard de progrès aussi sensibles le respect de quelque principes archaïques de protection des libertés individuelles ?

Et si au moins ce recul terrifiant des libertés, ce contrôle omniprésent de l'Etat sur nos vies, cette spoliation fiscale érigée en dogme, avait permis un réel progrès de la sécurité et de la justice !! Mais il semblait au contraire à Paul, qu'au fur et à mesure que l'Etat se faisait plus intrusif au nom de ces beaux principes, les exemples se multipliaient autour de lui de cas où ceux-ci étaient bafoués de manière frontale et continue, dans une impunité totale et sans susciter aucune réaction de la part des pouvoirs publics. Ici, c'était une petite vieille qui vivait dans une profonde misère ; là c'était une chinoise sans papiers qui allait de galère en galère. L'insécurité, les violences gratuites, les agressions, les cambriolages progressaient d'année en année, signe d'une société en cours de délitement. Et que dire de ces angoissants signaux d'une crise environnementale majeure, causes potentielles d'une profonde régression des sociétés humaines et du bien-être de l'humanité : dérèglement climatique, extinction massive de la biodiversité, empoisonnement des milieux naturels par les déchets industriels...

Il n'en fallait pas plus à Paul pour qu'il échafaude les scénarios d'avenir les plus terrifiants.

Il y avait d'abord celui de la ruine financière. Les ingrédients en étaient toujours un peu les mêmes : krach boursier, faillite bancaire, crise des dettes souveraines, augmentation des impôts, liquidation contrainte du patrimoine immobilier pour payer ceux-ci, perte des économies par hyperinflation ou faillite bancaire, crise économique entraînant pour Paul la perte de son emploi. Seul changeait l'ordre de succession logique des événements qui conduisaient toujours inéluctablement au même résultat :

Paul était ruiné, il avait perdu sa maison et son travail, il se retrouvait confronté sans ressources à la maladie, et il sombrait dans la misère.

Cela pouvait commencer, par exemple, par la faillite d'une grande banque ou d'un pays surendetté, ou encore par l'implosion d'une bulle spéculative immobilière ou boursière, fragilisant les prêteurs de premier rang par l'explosion des créances douteuses et la perte de valeur des actifs. En très peu de temps, la contagion des mauvaises dettes ébranlait l'ensemble du système financier, qui commençait à chanceler comme un château de cartes. Très concrètement, la dégradation des actifs bancaires signifiait que les avoirs financiers des épargnants – dépôts bancaires, assurances vie, etc. n'étaient plus gagés sur rien, tandis que la valeur de leurs placements boursiers s'effondrait. Un mouvement de panique les conduisait alors à se précipiter vers les banques pour retirer leurs économies ou vendre en masse leurs actions, alimentant encore le cercle vicieux de la crise financière : longues queues devant des banques insolubles, nouvelle chute des valeurs boursières...

Un autre scénario prenait plus spécifiquement pour point de départ une crise d'endettement de l'Etat français. Celui-ci malgré des hausses d'impôts successives ayant déjà largement écorné le patrimoine de Paul, se trouvait un jour confronté à un tel niveau d'endettement qu'il était un beau jour hors d'état d'assurer le paiement d'une échéance. L'augmentation subite des primes de risque entraînait alors une hausse massive des charges d'intérêt, aggravant encore l'impécuniosité de l'Etat et faisant planer le risque de faillite souveraine. Que celle-ci soit ou non évitée, cela se traduisait mécaniquement par une dépréciation de la valeur des actifs financiers, un gel des dépôts bancaires, une réduction massive des dépenses de l'Etat entraînant à son tour un licenciement massif de fonctionnaires, une dégradation spectaculaire de la qualité des services publics, une diminution de la valeur des retraites, et une profonde récession ayant elle-même pour conséquence une hausse du chômage de masse, une contraction spectaculaire des niveaux de vie et une progression rapide de la misère.

Dans tous les cas, Paul se s'imaginait ainsi ruiné. Mais ce qui le chagrînait le plus dans cette perspective, ce n'étaient pas les conséquences matérielles de cette débâcle financière. Au fond, il pourrait très bien continuer à vivre, même avec très peu d'argent – du moins tant que sa santé serait bonne – tout en travaillant avec bonheur au roman qu'il rêvait d'écrire. Non, ce qui le révoltait vraiment, c'était d'avoir à supporter, lui qui avait toujours géré avec prudence un patrimoine en partie issu du travail de ses parents, et en partie fruit de ses propres efforts, les conséquences de fautes, de lâchetés, de malhonnêtetés et de dérives auxquelles il n'avait strictement rien à voir. C'était tout de même une injustice révoltante que d'avoir à solder avec son propre argent, lui qui n'avait rien à se reprocher, les erreurs et les malversations commises par d'autres. Et ce qui le plongeait dans la colère la plus profonde, c'était, curieusement, qu'il serait peut-être contraint par le jeu de la logique financière et fiscale, à vendre une petite ferme sans aucune valeur financière, situé au fond du Poitou, et où il allait rarement, mais qu'il avait héritée de sa mère et qui possédait à ses yeux une grande valeur affective.

Mais les angoisses de Paul étaient également alimentées par des images spectaculaires et terrifiantes de la dégradation de l'environnement. C'étaient les derniers grands mammifères sauvages d'Afrique exterminés par le braconnage ; c'étaient les fonds marins des îles les plus reculées du Pacifique envahis par une marée nauséabonde de déchets plastiques ; c'étaient leurs îles Maldives ou la ville de la Havane envahies par les vagues de l'Océan du fait du relèvement du niveau des eaux ; c'étaient les belles forêts de Californie dévastées par l'incontrôlables incendies ; c'étaient les abeilles d'Europe

décimées par les pesticides ; c'étaient l'Amazonie dévastée par la déforestation. Et ces fléaux provoquaient en lui un sentiment de douleur et de révolte d'autant plus insupportable qu'ils venaient saccager, au plus profond de son âme, son imaginaire de bonheur et de liberté. Les éléphants, les girafes et les lions d'Afrique avaient bercés, avec le personnage chaleureux de Babar, ses rêves d'enfant ; les voyages à Cuba avaient été pour lui l'occasion de découvrir une musique et une danse libératrices ; les îles du Pacifique, les grandes forêts d'Amérique incarnaient pour lui le rêve d'espaces inviolés, féériques, échappant encore à la marchandisation du monde et à son désenchantement par une technologie destructrice. Et voilà que ces univers qu'il avait imaginé infiniment puissants, infiniment étendus, infiniment lointains, infiniment féériques, se trouvaient rétrécis, envahis, souillés et détruits par une modernité destructrice et mercantile. C'était à pleurer, à se suicider de désespoir !!!

Mais Paul comprenait aussi que cette agression massive contre la nature, en privant les sociétés humaines des bases mêmes de leur existence, allait se traduire par une dégradation spectaculaire des conditions de vie de l'Humanité. Une évolution tragique qui aurait nécessairement des conséquences directes et redoutables sur sa propre existence. Son imagination forgeait alors toutes sortes de scénarios, plus déprimants les uns que les autres, sur l'impact de l'effondrement des systèmes naturels.

Dans l'un d'entre eux, c'étaient l'eau et même l'air qui étaient devenus des denrées rares, objet de ce fait d'un commerce ou gérés de manière autoritaire par des Etats qui jouissaient désormais d'un quasi-pouvoir de vie et de mort sur la population. Un impôt sur l'air et sur l'eau était institué, entraînant une baisse significative du niveau de vie pour la majeure partie de la population, tandis que la partie la plus pauvre d'entre elle était confrontée à une dramatique pénurie de ces ressources pourtant indispensables. Il n'en suivait la mise en place de toutes sortes de dispositifs de rationnement, eux-mêmes générateurs de marchés noirs, de fraudes et de trafics. Quant aux sanctions pénales, elles pouvaient désormais prendre la forme d'une réduction plus ou moins forte du droit d'accès à ces nécessités vitales désormais contrôlés, comptabilisés et distribués au compte-goutte. On pouvait alors imaginer toutes sortes de configurations romanesques : des inégalités terrifiantes créées par des différences d'accès aux ressources, et se traduisant in fine par la mise en place de rapports sociaux proches de l'esclavage ; un Etat hyper-totalitaire privant ses opposants d'air ou d'eau jusqu'à complète soumission ; des révoltes populaires désespérées contre l'accaparement de ces ressources par une oligarchie marchande ou bureaucratique ; et finalement des scénarios post-apocalyptiques où les sociétés humaines avancées, après s'être entre-détruites, laissaient la place à une barbarie post-moderne à la Mad Max, où des hordes de pillards s'affronteraient, dans un monde contaminé et désertifié, pour le contrôle des dernières ressources naturelles disponibles.

Dans un autre scénario, c'était la disparition des insectes pollinisateurs et l'empoisonnement des sols par les pesticides qui avaient pour conséquence un effondrement des productions agricoles entraînant des pénuries alimentaires. Celles-ci débouchaient elles-mêmes, soit sur des famines et des guerres, soit sur le recours généralisé à une alimentation artificielle fade et sans goût, d'où les produits simples et naturels, comme les fruits ou le pain frais, auraient disparu. Une société famélique et grise, où les hommes seraient réduits à ingurgiter une pâtée insipide bourrée de colorants chimiques, de saveurs artificielles, et sans doute de psychotropes destinés à contrôler leur humeur et prévenir les velléités de révolte.

Mais le scénario qui terrifiait le plus Paul, c'était celui où un gouvernement totalitaire mondial imposerait, sur fond d'idéologie écologiste, une dictature absolue sur le comportement des hommes, contrôlant l'ensemble de leurs activités, y compris les plus naturelles et les plus intimes, sous prétexte de protection de l'environnement.

Les déplacements en voiture seraient ainsi sévèrement contrôlés, taxés, voire assortis d'une autorisation préalable contraignant les demandeurs à informer dans le détail les autorités de leurs allers et venues, avec risques de sanctions en cas de fausse déclaration. Bien sûr, l'énorme bureaucratie mise en place dans ce but se révélerait inefficace, entraînant de longs délais dans le traitement des demandes et obligeant fréquemment les gens à se déplacer sans autorisation, infraction elle-même punie des sanctions des plus graves. Quant aux transports collectifs proposés en alternative à la voiture, ils seraient insuffisants et inconfortables. Les usagers auraient alors le choix entre voyager plusieurs heures chaque jour, agglutinés dans les transports en commun, et rester confinés chez eux. Un repli d'ailleurs encouragé par des désordres climatiques de plus en plus fréquents (sécheresse, chaleur, inondations, tornades...) rendant incommode voire dangereuse toute sortie du domicile.

Du côté de l'alimentation, la consommation de viande et de poissons serait sévèrement réglementée dans le but de préserver les ressources, réduisant la population à un régime alimentaire insipide à base de légumes secs. Les impôts augmenteraient de manière vertigineuse pour financer une hypothétique transition énergétique ne profitant qu'à quelques grosses entreprises fabricant des cellules photovoltaïques ou des éoliennes hors de prix. De nouvelles infractions, comme jeter un papier par terre ou ne pas trier parfaitement ses ordures, seraient sévèrement punies. Et bien sûr, la loi réprimerait avec la plus grande vigueur l'expression d'opinions hostiles aux politiques de protection de l'environnement, désormais assimilées à des délits.

In fine, les gens n'auraient plus le droit de faire ou de dire grand-chose, vivant quasi-reclus dans des appartements répondant à des normes environnementales et de sécurité extrêmement strictes, mais rendus exigus par la pénurie de matériaux de construction et la nécessité d'économiser par tous les moyens l'énergie de chauffage et de climatisation.

Un troisième cauchemar venait régulièrement hanter l'esprit de Paul. C'était celui d'une société à la fois soumise à la dictature d'un Etat pointilleux et totalitaire, et ravagée par une anarchie de fait, due à l'incapacité de cet Etat à faire respecter l'ordre et la loi par une partie de la population en rébellion ouverte. Il s'imaginait alors sous les traits d'un contribuable écrasé d'impôts, d'un justiciable soumis à toutes sortes d'interdictions absurdes, régulièrement sanctionnées par des amendes, d'un citoyen constamment surveillé et épié, mais qui par contre ne serait en aucune façon protégé des insultes, des agressions, des vols et des violences de la part d'une fraction de la population bien décidée à s'affranchir de la règle commune. Les habitants de son petit quartier pavillonnaire, cadres et employés, seraient soumis à de gigantesques impôts fonciers et à une surveillance constante de leurs actes, tandis que les résidents des cités voisines, non assujettis aux impôts et bénéficiant de HLM quasi-gratuits, viendraient les cambrioler en toute impunité pendant leurs heures de travail.

Confronté à ces hantises récurrentes, Paul se mettait souvent à rêver des actes libérateurs qu'il pourrait accomplir pour desserrer le terrifiant étau de la sollicitude étatique et fiscale.

L'une de ses fantaisies récurrentes le conduisait souvent dans l'Amérique hispanophone, à l'époque des héroïques guerres d'indépendance contre le royaume d'Espagne. Il s'était ainsi rêvé, tour à tour, en une sorte de Zorro mexicain, luttant, dans une lointaine campagne, contre l'avidé percepteur espagnol et l'inepte chef de la gendarmerie locale, pour restituer aux petits propriétaires créoles, aux veuves éplorées, à aux communautés d'indiens misérables, l'argent dont ils avaient été spoliés par le fisc. Ou bien il se voyait en lieutenant de Bolivar, luttant pour l'indépendance du Vénézuéla et de la Colombie. Ou bien il était le fils d'un riche propriétaire de champs de canne à sucre de l'est cubain, affranchissant ses esclaves et prenant avec eux les armes pour obtenir l'indépendance du pays.

Quel que soit le cadre historique, la trame et les personnages de l'histoire étaient toujours à près les mêmes : l'oppression espagnole était incarnée par les caractères, odieux, lâches ou corrompus, du percepteur de de l'officier de lanciers ; leur oppression s'exerçait particulièrement sur une jolie blonde du nom de Marisa, fille ou veuve d'un petit propriétaire de la région, et si écrasée d'impôts qu'elle allait être obligée de vendre son hacienda pour payer le fisc. Quant aux héros masculin, Pablo, fils d'un grand propriétaire terrien et secrètement amoureux de Marisa, il prenait les armes pour lutter contre la tyrannie et l'avidité des oppresseurs. Combattant avec honneur et courage, n'utilisant que des moyens loyaux, il parvenait finalement, après bien des souffrance et des mésaventures, à faire triompher sa juste cause, à libérer son pays du joug espagnol, à sauver la famille de Marisa de la ruine et, bien entendu, à conquérir le cœur de celle-ci.

Bien qu'il passât d'agréables moments à se conter ces histoires, celles-ci ne lui faisaient pas éprouver la même fascination visionnaire que par exemple, ses contes napoléoniens ou des nouvelles ayant pour toile de fond la naissance du tango dans l'arrabal portègne. L'épopée napoléonienne, l'univers du tango avaient en effet constitué pour Paul, à différentes époques de sa vie, des sources inépuisables de rêves passionnés, nourris par des lectures, des voyages et des amitiés. Il s'était tant identifié à ces univers, il en connaissait si parfaitement tous les détails concrets, qu'il n'avait aucune peine à rentrer dans la peau de l'un des personnages qui les avaient peuplés, coutumes, langues et costumes compris. Et en plus, il y prenait un infini plaisir, poursuivant ainsi un rêve d'enfance ou de jeunesse.

Le Mexique, par contre, parlait peu à son imagination. Il n'avait jamais voyagé au Vénézuéla ou en Colombie. Il était de plus saisi d'un vague malaise en pensant que les indépendances ainsi obtenues par des luttes héroïques avaient souvent donné naissance à des dictatures sanglantes, corrompues et spoliatrices dans lesquelles les personnages qu'il incarnait devraient nécessairement un jour jouer un rôle plus ou moins coupable.

Dans ces conditions, ces histoires de guerrilleros et de libertadores amoureux d'une belle haciendera ne le satisfaisaient qu'à moitié. Plus exactement, elles ne lui permettaient pas de compenser aussi aisément que d'autres, par les débordements de son imagination fertile, les déboires qu'il éprouvait dans sa vie réelle. Et après quelques minutes de rêverie, son histoire se dissipait devant lui comme un nuage sans consistance, alors que dans le cas de ses fantasmes les plus violents, il lui arrivait d'entrer dans un rêve halluciné dont seul un brutal stimulus extérieur l'obligeait à sortir.

Il lui fallait donc trouver autre chose.

La crise des « gilets jaunes » lui avait ainsi fourni matière à quelques rêveries-romantico-héroïques. Il s'imaginait ainsi brandissant des drapeaux français en chantant la Marseillaise sur une barricade au Champs-Élysées, marchant sur l'Assemblée nationale pour réclamer que les droits du peuple cessent d'être bafoués. Comme eux, il voulait mettre un frein à la spoliation fiscale et à l'oppression étatico-policrière dont il s'estimait victime. Et bien sûr, Il nouait à cette occasion une idylle amoureuse avec une belle manifestante, ressemblant comme deux gouttes d'eau à sa voisine Maryse.

Mais, là encore, le scénario tournait court assez rapidement. Paul était en fait profondément légaliste, attaché aux institutions aux procédures démocratiques, même si la dérive totalitaire de l'Etat français le choquait et l'effrayait. L'hétérogénéité du mouvement, son infiltration par des éléments violents et extrémistes, le caractère désordonné de ses revendications et de ses slogans - dont certains, à caractère antisémite ou xénophobe, lui déplaisaient particulièrement, et d'autres menaçaient ses propres intérêts par une revendication outrancière d'égalité -, les tentatives de récupération dont il faisait l'objet par des partis populistes au discours souvent très éloigné de ses convictions, firent qu'il cessa rapidement d'exercer sa fascination sur l'esprit enfiévré de notre héros de banlieue.

Il ne restait donc plus à celui-ci qu'un seul rêve insurrectionnel. C'était un rêve puissant, très enivrant, mais auquel il manquait cependant un élément majeur : une issue heureuse. Car ce rêve se déroulait dans un monde cauchemardesque de science-fiction où la mise en œuvre de terrifiantes technologies de contrôle avait tout simplement détruit la liberté humaine, vouant accessoirement à un échec quasi-certain toute tentative de soulèvement visant à restaurer celle-ci.

L'histoire pouvait prendre plusieurs formes. L'une d'elle avait pour cadre un pays imaginaire, soumis dans un futur plus ou moins proche à une impitoyable dictature numérique. Un résistant anti-totalitaire y organisait une action de commando pour libérer des prisonniers politiques au moment où ils étaient convoyés du centre d'interrogatoire où ils étaient torturés vers leur prison. Après avoir discrètement surveillé pendant plusieurs mois les allers et venues des fourgons cellulaires, il passait à l'action un soir, libérant les prisonniers avant de s'enfuir à pieds dans la rue déserte.

Mais l'histoire ne s'arrêtait pas là. Elle se focalisait au contraire sur la longue traque du résistant, mise en œuvre en utilisant tous les outils de surveillance et de contrôle existants dans ce futur proche. Paul passait alors en revue tous les manières dont son héros pouvait se faire prendre et les contre-mesures qu'il pouvait envisager pour l'éviter. Se procurer un revolver, par exemple, laisserait des traces sur internet, ou exposait au risque d'une dénonciation par des indicateurs. Des caméras de surveillance pouvaient le pister durant sa fuite, des chiens policiers renifler son parcours à la trace. Son téléphone portable pouvait berner de manière inopportune. Toute recherche sur Internet concernant l'avancement de l'enquête pouvait le trahir, sans même mentionner d'éventuels échanges par e-mail ou par téléphone avec les membres de son réseau.

Paul imaginait alors toutes les mesures de prudence que son héros pourrait déployer pour passer au travers des mailles de l'enquête. Il pouvait se procurer l'arme à l'étranger, par exemple dans un pays voisin exposé à une anarchie chronique, puis la ramener discrètement vers le lieu de l'attentat par de petites routes de campagne peu contrôlées, bien cachée au fond de sa voiture. Il pouvait mettre hors-jeu les caméras de reconnaissance faciale en portant un masque, un foulard, une perruque, un maquillage. Il pouvait brouiller ses pistes en semant du poivre, en trempant ses chaussures dans un

caniveau, en rentrant dans une bouche de métro très fréquentée, en montant dans la voiture ou la moto d'un complice. Et bien sûr, pas question de la moindre communication téléphonique, du moindre portable branché, de la moindre recherche ciblée sur internet.

Mais, en y réfléchissant, il s'apercevait que ces précautions apparemment très strictes pouvaient s'avérer bien trop simplettes pour dérouter des outils de surveillance et de contrôle plus évolués. A quoi serviraient ses naïfs déguisements, dont son personnage devrait bien à un moment ou à un autre se défaire, si toutes les rues de la ville étaient quadrillées par un dense système de surveillance vidéo, doté de technologies de reconnaissance faciale ? Etait-il absolument sûr de ne laisser aucune trace d'ADN sur les lieux de l'attentat, même en utilisant gants en plastique et outils de stérilisation pour réduire ce risque ? Sa longue planque de surveillance, dans les jours et les semaines précédant le passage à l'acte, ne l'exposait-elle pas au risque d'être rapidement démasqué à travers une exploitation massive des archives vidéos du quartier ?

Et il arrivait à cette conclusion quelque peu déprimante qu'avec les outils de surveillance technologique, la vieille résistance à la grand-papa devenait presque aussi désuète qu'un charge de guerriers zoulous devant des mitrailleuses anglaises ou que le combat désespéré d'une bête fauve contre une horde de chasseurs armés de fusil à lunette. Bref, si un Etat voulait vraiment mettre en place une dictature, il disposait désormais de la panoplie des outils technologiques lui permettant de faire face victorieusement à toute révolte populaire, et même de l'anticiper longtemps à l'avance.

Alors, que restait-il à l'homme désarmé, réduit au rôle d'animal traqué face aux forces combinées du Moloch étatique et de l'intelligence artificielle ? Peut-être faire sécession, partir loin de cet univers totalitaire, hyper-contrôlé, pour se réfugier dans un dernier coin de nature hors d'atteinte des réseaux numériques, au cœur d'une forêt profonde, au flanc d'une montagne inaccessible... C'était le rêve ultime de Paul. Pourquoi au juste s'était-il caché dans cette cabane ou cette vieille ferme délabrée avec Maryse ? Pour échapper à un énième contrôle fiscal, à une énième augmentation de la taxe foncière, à une énième émeute urbaine, à une énième amende punissant abusivement un acte normal de l'existence, comme se garer 5 minutes en double-file pour aller faire une course urgente ? Pour préparer, loin de tout contrôle, un acte de résistance contre l'oppression totalitaire de l'Etat ?

Mais très vite, cet ultime rêve de Paul se vidait de son contenu comme une baudruche trouée. Il n'existerait bientôt plus en France d'espace inaccessible aux réseaux mobiles, à mesure que la G4 recouvrirait les dernières régions reculées des Alpes ou du Massif central. Et de toutes manières, il y avait aussi les drones, l'observation par satellite, pour les débusquer. Et même au fond de la Lozère, il faudrait tout de même payer une taxe foncière... Alors, où fuir pour avoir enfin la paix ? Dans un pays arriéré sans surveillance vidéo ? Dans l'Altaï ou la Kolyma en Sibérie ? Dans le Kamchatka ? Dans les montagnes Tarvagatai de Mongolie ? Ou bien l'être humain était-il désormais destiné à ne plus vivre que comme un semi-prisonnier, travaillant pour l'Etat-Moloch sous la surveillance de dispositifs électroniques, dans une planète retrécie, réduite à l'état de pourvoyeuse de ressources naturelles alimentant le système marchand globalisé, jusqu'à épuisement total de ces ressources ?

- *Paul, Alice est là depuis 5 minutes !!! Qu'est-ce que tu attends pour sortir la voiture ?*

C'était sa femme, Hélène, qui le prévenait que, comme tous les matins, leur voisine Alice venait pour se faire covoturer vers la Défense, où elle travaillait comme Paul dans une des grandes tours de l'esplanade.

- *Oui, oui, j'arrive, je finis de sortir les poubelles et je suis là tout de suite !!!!*

(A suivre)